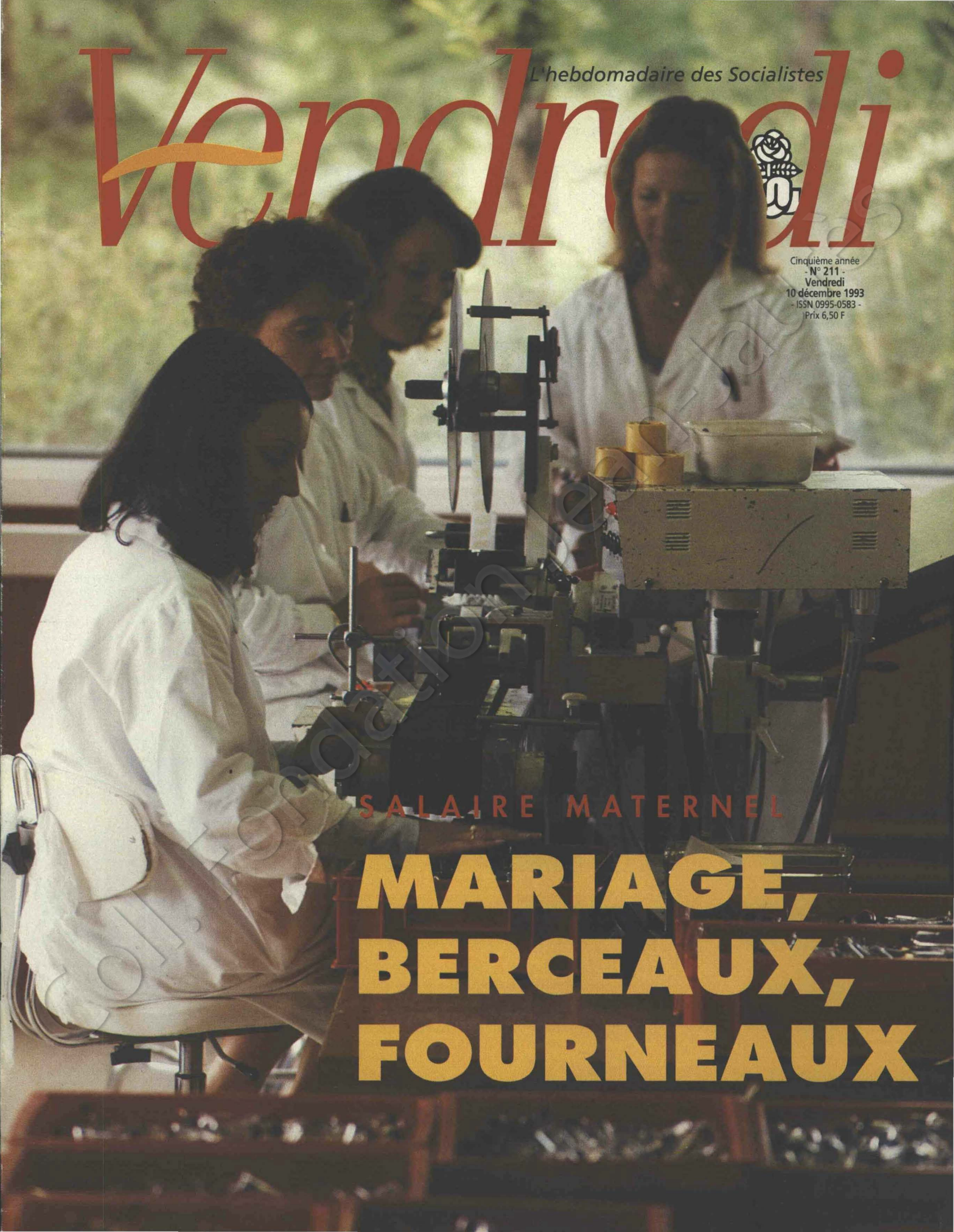
L'hebdomadaire des Socialistes

Vendredi

Cinquième année
- N° 211 -
Vendredi
10 décembre 1993
- ISSN 0995-0583 -
Prix 6,50 F



SALAIRE MATERNEL

MARIAGE, BERCEAUX, FOURNEAUX

fondation-jaures.fr

CETTE SEMAINE

POLITIQUE INTERIEURE

2 *La France hypnotisée par Balladur*

3 • *Réorganiser l'espace politique à gauche*
• *Editorial : Michel Rocard*

4 • *Débat sur l'aménagement du territoire*
• *Claude Estier*

5 • *L'Etat asphyxie les communes*
• *Réforme de l'audiovisuel*

POLITIQUE ET SOCIETE

6 *Salaire maternel : mariage, berceaux, fourneaux*

POLITIQUE INTERNATIONALE

8 • *Municipales italiennes : la gauche, contre le fascisme*
• *Sauver la Bosnie d'un deuxième hiver de guerre*

9 • *L'Europe saura-t-elle se battre contre le chômage ?*
• *Législatives en Russie : une première étape avec tous ses dangers*

10 *Côte-d'Ivoire : une succession à haut risque*

CULTURE

11 *Coups de cœur*

14 *Courrier*

INVITE

15 *Jacques Rigaudiat*

POLITIQUE INTERIEURE

la France hypnotisée par Balladur

Dans une France anesthésiée par le chômage et la récession, la droite la plus réactionnaire depuis Vichy avance sur le plan idéologique comme législatif.

Les bonnes nouvelles viennent trop souvent d'ailleurs. De l'autre côté des Alpes, la gauche, rassemblée autour du PDS, emporte la majorité des grandes municipalités et se place bien pour les prochaines législatives, même s'il ne faut pas oublier les résultats des néofascistes. Outre-Rhin, les sociaux-démocrates du SPD marquent des points aux dépens du parti de l'actuel chancelier. Plus loin de nous, nos amis sociaux-démocrates irlandais sont au premier rang pour les négociations de paix avec l'IRA, comme au Moyen-Orient, il y a trois mois. Encore des pionniers, les militants de l'ANC d'Afrique du Sud, qui se rapprochent de l'Internationale socialiste : ils viennent d'en manifester le souhait à Pierre Mauroy, avant de s'envoler pour Oslo où le prix Nobel de la paix leur sera remis. Belle affiche pour les socialistes et sociaux-démocrates dans le monde !

CHASSE A COURRE

Pendant ce temps, en France, c'est la droite qui continue de marquer des points. Les sondages en sont une illustration. Plus grave est l'évolution des idées et des comportements. Si la défaite de mars a été terriblement douloureuse pour la gauche, ses lendemains ne sont pas très réconfortants. L'idéologie de droite avance à grands pas dans un pays anesthésié par un gouvernement du geste. Ainsi la formidable dramatisation des négociations du GATT fait-elle oublier le fond de la question. Seul compte le suspens. On en oublierait presque les déclarations de l'an dernier et les fanfaronnades de la campagne électorale.
Pendant ce temps, la chasse à courre reste ouverte contre la gauche. Le spectacle de l'hémicycle, lors de la levée de l'immunité parlementaire de Bernard Tapie, était dégradant pour la représentation nationale et rappelait les heures noires vécues l'hiver dernier lors des scandaleuses séances sur la Haute Cour. Nous avons sans doute la droite la plus bête du monde, mais elle sait amuser la galerie. Derrière ses spectacles avancent les idées les plus réactionnaires, régressives, humiliantes pour notre pays, celles qui excluent, comme pour les immigrés, celles qui dégradent, comme pour les femmes, celles qui enrichissent toujours les mêmes, comme pour l'audiovisuel ou les privatisations. La France glisse à droite sous hypnose.

SILENCE SUR LES AFFAIRES DE LA DROITE

Pendant ce temps, un juge peut perquisitionner au siège du PR, sans intéresser la presse, et faire apparaître des rentrées phénoménales d'argent liquide -28 millions en cinq ans- sans que le journal de TF1 ne pipe mot des trois ministres de Balladur concernés par cette belle affaire, Léotard, Longuet et Madelin. Allons, debout !

L.C.-S.



Micros, cafés, croissants le 3, discussions, négociations sur le GATT le 7 : scoop le vendredi, routine le mardi.

Vendredi
PREND LE TEMPS
DE SE REFAIRE UNE BEAUTE.
VOUS RETROUVEREZ VOTRE JOURNAL,
LE 14 JANVIER PROCHAIN,
ETOFFE ET REMAQUETTE.
D'ICI LA, NOUS VOUS SOUHAITONS
UNE BONNE ANNEE 1994.

LE NUMERO EXTRAORDINAIRE
DU POING ET LA ROSE,
COMPTE RENDU DU CONGRES DU BOURGET,
SERA ADRESSE GRATUITEMENT
A CEUX QUI EN FERONT LA DEMANDE.
☎ 45 56 78 48

Coll. fondation Jean Jaurès

GATT : refuser la confiance au gouvernement

Le gouvernement Balladur est pris au piège de ses contradictions. Au moment où, l'an dernier, il aurait fallu affirmer l'unité nationale, l'opposition d'alors, la majorité d'aujourd'hui, a refusé sa solidarité au gouvernement de Pierre Bérégovoy, affaiblissant ainsi la France dans la négociation. Le gouvernement Balladur a ensuite aggravé cette situation en isolant notre pays par ses rodomontades. Il est aujourd'hui contraint d'accepter un accord global qui n'est pas un bon accord. Les objectifs affichés par le gouvernement et attendus par les Français ne sont en effet pas atteints. Dans le domaine agricole, l'accord de Blair House n'a pas été modifié, sinon à la marge, dans son interprétation. Sur l'exception culturelle, essentielle à notre identité collective, rien n'est acquis à ce stade. Sur la création jugée indispensable d'une organisation du commerce mondial, aucun progrès n'a été réalisé, ce qui représente une victoire majeure des Etats-Unis, qui pourront continuer de pratiquer tranquillement leur politique unilatérale. De ce fait aussi, ni les nécessités d'un nouvel ordre monétaire mondial protégeant contre les fluctuations monétaires, ni celles d'intégrer le respect de normes universelles de droit social ne seront prises en compte. Des éléments essentiels à une reprise économique en Europe et à la lutte contre le chômage seront ainsi manquants. Il reste au gouvernement à quémander, auprès de nos partenaires européens, des compensations et à demander aux contribuables des efforts pour limiter les conséquences négatives de l'accord final. Les socialistes appellent les Français à juger de l'écart entre les engagements pris devant les électeurs par l'actuelle majorité et les résultats obtenus. Ils en tireront les conclusions, en refusant la confiance au gouvernement. Le PS œuvrera au renforcement d'une Union européenne capable de faire triompher l'idée d'un commerce mondial équitablement organisé, évitant toute hégémonie et favorisant le développement des pays les plus pauvres.

Communiqué du bureau exécutif du 8 décembre 1993

réorganiser l'espace politique à gauche

Prélude à l'organisation des assises de la transformation sociale, un appel devrait être lancé dans les prochains jours. Face au retour culturel et idéologique de la droite, un front des forces de progrès se met en place, comme l'explique Jean-Christophe Cambadélis, secrétaire national du PS aux relations extérieures.

Où en sont les relations entre le PS et les autres forces d'opposition ?
Nous avons repris contact avec l'ensemble des forces d'opposition démocratique dans notre pays. Si l'on ne se tourne pas vers nous, les rangs de l'opposition à la majorité RPR-UDF se renforcent.

Peut-on dégager des points de convergence sur le fond entre les différents partenaires ?
Toutes les formations partagent notre analyse sur le libéralisme conservateur de la droite : déréglementation des acquis, réglementation de la vie. Cette attitude où la droite, responsable de la situation quotidienne des Français, est l'adversaire principal, combinée à l'émergence de mouvements sociaux, ne modifie pas la donne postlégislative, mais réorganise l'espace politique à gauche.



L'échec

Imaginez un instant que ce soient des socialistes qui aient présenté cet accord ! Vous les entendez, les cris d'horreur que pousseraient à l'unisson ceux-là mêmes qui, demain, vont nous expliquer comme ils ont bien travaillé ! Edouard Balladur comme Jacques Chirac, non seulement voteraient bruyamment contre, mais encore ils contribueraient à allumer dans les campagnes tous les feux possibles.

Et, certes, cet accord est mauvais. Mauvais par rapport à ce qu'il aurait pu être si, dès le début, la droite avait accepté, comme le lui proposait Pierre Bérégovoy, de renforcer les positions françaises par une manifestation d'unité nationale. Mauvais par rapport aux promesses dont cette même droite n'a cessé d'abreuver les Français. Mauvais pour notre culture qui reste menacée. Mauvais encore par toutes les questions qui ne sont pas réglées. Autant d'échecs que le talent de communication du gouvernement, pour indiscutable qu'il est, ne pourra pas faire oublier longtemps.

Nous, en tous cas, ne l'oublierons pas. Et lorsque, la semaine prochaine, le gouvernement, en engageant sa responsablité, demandera quitus de son action, il ne pourra compter que sur des soutiens aveugles, car tous ceux qui seront lucides le lui refuseront.

M. Rocard

Après le congrès des Verts, avant le congrès du PCF, est-il possible d'envisager une riposte à la droite ?
Les Verts se sont recentrés sur l'écologie politique, c'est-à-dire dans l'opposition à Balladur et le refus du sectarisme à l'égard du PS. Cela n'en fait pas des partenaires pour une convergence alternative à la droite, mais des interlocuteurs pour chercher des remèdes aux difficultés qui assaillent la France et l'Europe. Quant au Parti communiste, il est en mutation profonde, sur les hommes et sur les thèmes. Quelle sera la spécificité de cette organisation, et qui l'emportera ? Il est trop tôt pour tirer des enseignements, même s'il faut noter une volonté d'unité défensive face à la droite, n'excluant plus le Parti socialiste.

Est-il possible d'envisager rapidement la mise en place du processus des assises de la transformation sociale ?
Si ces assises voient le jour en 1994, elles devront beaucoup, entre autres, à l'anticipation politique de Michel Rocard et à la rigueur politique et intellectuelle de Lionel Jospin.
Il s'agirait d'une formule originale : la constitution d'un lieu de confrontation entre des pesonnalités sur les thèmes majeurs de notre société. Les assises ne sont pas une nouvelle union des gauches, ou les assises du Parti socialiste. Mais -c'est un avis personnel- il s'agit de la tentative, à plusieurs voix, d'élaborer un bloc historique capable d'inverser l'hégémonie culturelle du libéralisme conservateur. Cela doit se faire avec des personnalités qui ne procèdent pas toutes du politique, dans l'échange d'idées, et découplé de tout enjeu électoral et de pouvoir. Nous devrions être fixés définitivement sur les rythmes de cette initiative avant Noël.

Propos recueillis par Jean-Pierre Bedeï

BREF... EN BREF... EN

■ Le juge Jean-Pierre a bien mérité de la majorité actuelle. L'homme qui admet recevoir des faux coups de fil anonymes, ce qui fait dire au juge François Guichard, "si c'était vrai, il faudrait le virer de la magistrature", dont Me Soulez-Larivière pense qu'il aurait été facile de le mettre hors jeu, n'est ni viré ni hors jeu. Il se voit confier par Balladur une mission sur le blanchiment de l'argent et la corruption. Et ce, juste au moment où, à l'Assemblée, la droite décrète l'amnistie pour ceux qui n'ont pas respecté la transparence sur la vente des propriétés de collectivités locales, revenant ainsi sur les textes anticorruption du gouvernement Bérégovoy !

■ **L'Association des éco-maires, présidée par le député-maire de Pau, André Labarrère, tiendra sa troisième assemblée générale le 15 décembre, à Paris, et décernera des trophées aux communes qui ont agi en faveur de l'environnement dont Montevrain (77), Lons-le-Saulnier (39) et Mulhouse (68).**

■ Le dix-huitième congrès de la Fédération nationale Léo-Lagrange s'est tenu du 3 au 5 décembre à Saint-Fons (Rhône) en présence de Pierre Mauroy, fondateur, et de Michel Rocard, qui a invité les associations à jouer un grand rôle dans la transformation sociale. "Nous avons souhaité, à travers ce congrès, explique Alain Sauvreneau, secrétaire général, démontrer qu'une démocratie vivante et renouvelée doit s'appuyer sur d'autres formes sociales que les seuls partis politiques."

■ **518 personnes handicapées de la CE se sont réunies le 3 décembre au Parlement européen de Bruxelles pour une première journée européenne. Objectif : proposer une législation qui mette fin à la discrimination et permette l'accès à une pleine citoyenneté. 35 millions de personnes souffrent de handicaps en Europe.**

LE DEBAT
SUR L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE :

"UN GRAND TAPAGE MEDIATIQUE"

"Nous ne devons pas être dupes de la déviation politicienne que Pasqua fait d'un vrai sujet, l'aménagement du territoire", a indiqué Michel Rocard, devant les conseillers régionaux réunis à Paris, le 1er décembre. Mais les socialistes doivent être présents dans ce débat, de manière offensive.
Offensive d'abord pour rappeler ce qu'on fait les socialistes : décentralisation, contrats de plan Etat-région, solidarité financière entre les communes, livre blanc sur l'aménagement de l'Ile-de-France... Autant d'actions qui ont favorisé un meilleur équilibre du territoire.
Offensive ensuite pour dénoncer un grand tapage médiatique. "Un simulacre de démocratie", accuse le premier secrétaire, puisque les décisions du gouvernement -réforme de la DGF, gestion des contrats de plan- vont à l'encontre des bonnes intentions affichées. Et comment ne pas pas voir que Charles Pasqua, souvent flanqué d'Edouard Balladur, a trouvé là un excellent alibi pour faire une tournée des régions qui ressemble à s'y méprendre à une campagne préélectorale ?
Offensive, enfin, pour ouvrir des perspectives. Cela implique par exemple que le Parti prenne position sur des questions difficiles comme la multiplication des niveaux de prélèvement fiscal. Faut-il en supprimer un ? Lequel ? Ce doit-il être le même sur tout le territoire ? "Tout le monde a compris que le statu quo n'était pas tenable", a conclu Michel Rocard, qui réclame, encore et toujours, de l'audace.

Claude Estier

5 déc.

Plus souvent soucieux de pittoresque que d'analyses de fond, les journaux télévisés nous montraient encore, vendredi soir, des images complaisantes d'Alessandra Mussolini, candidate du parti néofasciste à Naples, comme si la grande ville du sud de l'Italie l'avait déjà choisie comme maire. Les électeurs napolitains en ont décidé tout autrement : la petite fille du Duce, au passé sulfureux à plus d'un titre, a été largement battue par le candidat de la gauche. De même à Rome, le MSI Gianfranco Fini, donné comme ayant les meilleures chances, s'incline devant l'écologiste Francesco Ruteli, soutenu par toute la gauche. Celle-ci l'emporte encore à Gênes, à Venise, à Trieste et dans de nombreuses autres villes contre les diverses formations de l'extrême droite.
Le second tour confirme donc le mouvement en profondeur qui est en train de transformer la vie politique italienne. Le secrétaire général du PDS (ex-PCI), principal artisan de cette transformation, Achille Ochetto, a raison de parler d'une révolution démocratique à la base, qui met fin à près d'un demi-siècle de règne de la Démocratie-chrétienne et des partis de centre-gauche, aujourd'hui pratiquement rayés de la carte.
Il est certain que ce mouvement ne pourra se limiter à la conquête de municipalités. Le décalage est maintenant trop grand entre le Parlement et les citoyens pour que ne soient pas organisées rapidement des élections législatives. Ayant réussi leur mutation bien avant la chute du mur de Berlin, devenus un parti de gouvernement ouvert à l'Europe et à l'économie de marché, les anciens communistes italiens, désormais membres de l'Internationale socialiste, peuvent légitimement revendiquer le pouvoir à la tête d'une grande coalition "rouge-rose-vert" capable de redonner à la politique italienne les lettres de noblesse que la corruption et les compromissions de toutes sortes lui avaient fait perdre. Evénement capital, donc, que nous ne devrions pas être les derniers à apprécier.

6 déc.

● Le titre de "Libération" me paraît bien résumer ce premier congrès du Mouvement des citoyens : "A gauche, mais de quoi ?" La question se pose en effet après des interventions dont le principal point commun aura été de déclarer le PS ennemi prioritaire. Pour le reste, les amis de Jean-Pierre Chevènement estiment périmés les clivages gauche-droite. Façon de dire qu'ils regardent d'abord du côté de ceux qu'ils appellent les républicains de l'autre rive, dont Philippe Séguin, avec qui ils rêvent d'une grande alliance antimaastrichienne. Mais le président de l'Assemblée nationale qui a, lui, d'autres objectifs, s'intéresse-t-il vraiment à Chevènement ?

● Sa décision était prise depuis longtemps. Hervé Bourges renonce donc à briguer un nouveau mandat à la présidence commune de France 2-France 3. De divers côtés, y compris de la part du président de la République, il avait pourtant été encouragé à le faire. Mais, il y a plusieurs semaines déjà, il me disait que, même s'il obtenait un vote favorable du CSA, il se retrouverait forcément en porte à faux avec son actionnaire unique, l'Etat, c'est-à-dire le gouvernement. Dès le retour de la droite au pouvoir, sa tête avait été réclamée par les éléments les plus extrémistes de la nouvelle majorité. Le premier ministre avait accepté qu'il aille jusqu'au terme de son mandat -le 18 décembre- à condition qu'à cette date il se retire de lui-même. Hervé Bourges va donc s'éloigner de l'audiovisuel qu'il a bien servi depuis plus de douze ans. Il aura entre autres la satisfaction de constater que la présidence commune des deux chaînes publiques est désormais suffisamment solide pour résister aux attaques d'arrière-garde auxquelles quelques députés activistes jamais rassasiés se sont encore livrés la semaine dernière à l'Assemblée nationale. Reste à savoir si son successeur à ce poste particulièrement exposé saura aussi bien que lui mêler l'habileté à l'indépendance.

l'Etat asphyxie les communes

Charles Pasqua donne de la voix pour l'aménagement du territoire. Mais il s'attaque par ailleurs à une réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF) dangereuse pour l'équilibre entre collectivités.

Attention, danger. La DGF, principale ressource des collectivités locales en provenance de l'Etat, est mise à mal par le gouvernement. Le projet Pasqua-Hoeffel crée une dotation forfaitaire, qui correspondra à 90% de la DGF et une dotation d'aménagement qui sera subdivisée en trois dotations, pour les groupements de communes à fiscalité propre, pour la solidarité urbaine et pour la solidarité rurale. C'est la grogne chez les élus, y compris à droite. Alain Claeys, secrétaire national aux collectivités locales, dénonce quatre conséquences de cette réforme.

■ Asphyxie financière des collectivités locales : depuis 1985, la DGF variait en fonction de deux critères, l'inflation et la croissance. Elle progressait de 5,3% par an en moyenne, soit 2,4% de plus que l'inflation. En 1994 et 1995, seule l'inflation sera prise en compte. Pour la première fois, par la baisse des dotations de l'Etat, les collectivités locales vont subir une perte de leur pouvoir d'achat.

■ Mise en cause de la péréquation. La DGF, ancienne formule, était redistributrice. En 1985, l'écart de DGF par habitant, selon les collectivités, allait de 1 à 2,2. En 1993, il a été réduit de 1 à 1,9. La dotation forfaitaire, prévue par la réforme, et qui représente 90% de la DGF, sera égale à la DGF perçue en 1993. Cela conduit à perpétuer les situations acquises. Au passage, quelques cadeaux sont faits aux villes les plus riches, auquelles il n'est plus demandé d'aider les moins favorisées. Et Paris sera la première à en bénéficier.

■ Fin des incitations au regroupement. En 1992, les encouragements financiers ont donné un vrai coup de pouce à l'intercommunalité : plus de 200 communautés de villes et de communes ont été créées, et la population ainsi groupée est passée de 10 à 16 millions d'habitants. Avec la réforme, finies les incitations au travail en commun.

■ Un désintérêt pour l'intercommunalité fatal au monde rural. C'est en s'unissant que les petites communes peuvent concevoir des projets de développement. L'essentiel de la nouvelle dotation de solidarité rurale sera éparpillée entre les petites communes. On préfère de nouveau le saupoudrage au ciblage, pour faire plaisir au plus grand nombre.

Maryline Trassard



REFORME DE L'AUDIOVISUEL

les cadeaux à TF1

Décidément, la droite ne connaît qu'un principe en matière de médias : la concentration. C'est encore cette logique qui a prévalu dans le projet de loi de réforme de l'audiovisuel adopté en première lecture par l'Assemblée nationale, malgré l'opposition de la gauche.

Au cœur du projet défendu par Alain Carignon, un objectif : faire des cadeaux à TF1 après l'avoir privatisée en 1986. C'est le sens, notamment, de l'article qui autorise un seul actionnaire à détenir 49% des parts de capital d'une chaîne contre 25% jusqu'à présent. Une bonne affaire pour le groupe Bouygues qui voit confortée et légalisée son hégémonie sur TF1. Autre disposition renforçant les intérêts de la famille du roi du béton : la reconduction automatique des autorisations des chaînes et des radios pour deux périodes de cinq ans "hors appel à candidatures". Voilà qui prolonge la mainmise du groupe Bouygues sur TF1 en mettant hors-jeu toute concurrence. Enfin, un amendement envisageait le rétablissement d'une deuxième coupure de publicité qui aurait apporté un peu d'air à M6 (près de 100 millions de F). Mais, pour TF1, il n'était pas question de laisser respirer son modeste concurrent. Le gouvernement a donc cédé à la pression, refusant la deuxième coupure. "Il n'y avait aucune urgence qui justifie qu'on délibère aujourd'hui sur ce projet de loi", s'indigne Didier Mathus, député socialiste de Saône-et-Loire. Ce texte avait pour seule motivation, pour le RPR, de renvoyer l'ascenseur à TF1. Il met en cause le pluralisme en favorisant la concentration et la mainmise complète d'un opérateur sur une chaîne. En fait, il reconstruit un nouveau monopole, qui est privé et non plus d'Etat. C'est très dangereux pour la démocratie."

CENTRALISATION ET CHASSE AUX SORCIERES

Le projet de loi encourage également la concentration des radios locales et des réseaux au détriment des petites radios et des stations décentralisées de Radio France.

Enfin, la création d'une chaîne éducative a été décidée dans le flou le plus intégral. Le financement et le contenu de ce projet sont encore loin d'être définis.

Un nouveau projet de loi, concernant le service public, devrait être déposé au printemps. En attendant, Hervé Bourges quitte la présidence de France2 et France3, ne "sentant plus la confiance de l'actionnaire unique des chaînes, l'Etat", mais avec un bilan positif. En termes moins diplomatiques, on appelle cela la chasse aux sorcières...

J.-P.B.

SALAIRE MATERNEL

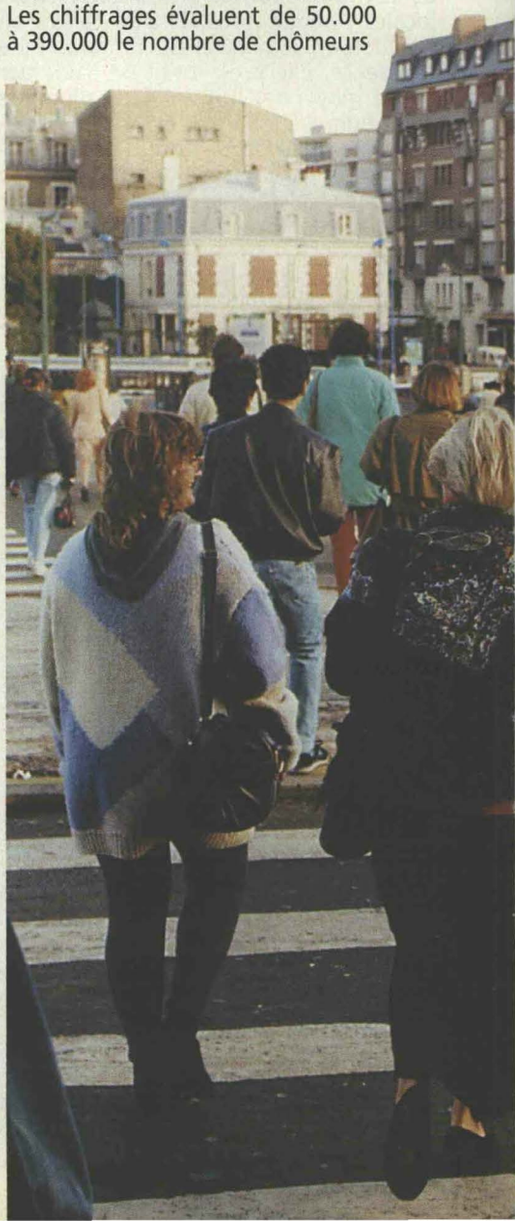
mariage, berceaux, fourneaux

Pour faire baisser les chiffres du chômage, le gouvernement veut renvoyer les mères de famille à leurs fourneaux. Un véritable retour en arrière qui menace les droits et les acquis des femmes et modifie leur place dans la société.

Dégager le marché de l'emploi, éliminer les causes d'absentéisme professionnel, éviter aux enfants en bas âge une rupture avec le cadre familial... le gouvernement ne manque pas d'arguments pour inciter les femmes à rester chez elles. Aujourd'hui, 68% des mères de famille travaillent (77,6% avec un enfant, 71,4% avec deux et 41,7% avec trois ou plus). Plusieurs projets de loi instituant une allocation de libre choix ou un salaire maternel, ou encore le développement de l'allocation parentale d'éducation, ont déjà été déposés, et la discussion reprendra au printemps prochain à l'Assemblée nationale. La droite est divisée sur la forme, et ces mesures coûteront plus ou moins cher à la collectivité mais, sur le fond, le message est identique. Il faut revaloriser la famille. Le Front national tient le même discours, il l'a inscrit dans son programme électoral. Un plaidoyer pour la morale.

La droite voudrait faire croire, d'une part qu'il ne s'agit pas de mesures discriminatoires à l'encontre des femmes et, d'autre part, que leur retour au foyer libérerait des emplois. Première question : quels emplois seraient ainsi rendus disponibles ? Les postes de caissière, de femme de ménage... des postes mal payés, peu valorisants, dont les hommes ne veulent pas." A moins que, pour eux, s'interroge Danièle Dayras, présidente de SOS Sexisme (1), on comble les 30% de discrimination salariale qui existe entre les femmes et les hommes ?" Non seulement une telle incitation créera peu d'emplois, mais elle en supprimera. Les femmes occupent une place importante dans toutes les activités de service. Que se passera-t-il si toutes les infirmières ou assistantes maternelles rentrent chez elles ? En outre, n'y a t-il pas le risque que les employeurs, en période de crise, en profitent pour ne pas renouveler un poste libéré par une femme ? N'est-on pas en train de pénaliser, de culpabiliser celles qui voudront travailler ? "Nous sommes un pays industrialisé où les femmes sont très présentes sur le marché du travail et continuent de faire des enfants, insiste Véronique Neiertz, ancien ministre des Droits de la femme. Elles sont de moins en moins nombreuses à arrêter de travailler au troisième enfant, car elles ont besoin de leur salaire." Véronique Neiertz se révolte aussi contre une autre forme de précarisation, le travail partiel, imposé aux femmes dans 95% des cas, qui est "l'antichambre du licenciement".

Les chiffrages évaluent de 50.000 à 390.000 le nombre de chômeurs



◆ MARECHAL, NOUS REVOILA ! ◆

Le rapport sur la famille que Colette Codaccioni (député RPR du Nord) a remis au premier ministre est un savoureux morceau d'anthologie. C'est le retour en force des valeurs morales d'un autre âge qui ne sacralisent que le mariage et la procréation.

FLORILEGE

"Le fruit de vos entrailles est béni".

"La femme est le pivot de la famille".

"La famille française est en danger. La France a mal pour son avenir."

"On boude le passage chez monsieur le maire et, par conséquent, il y a une hausse de la cohabitation" (traduisez union libre).

"Nous semblons vivre délicieusement notre propre déchéance dans l'immobilisme béat de cette fin de siècle. Aussi, bien calfeutrés dans une forteresse nationale vidée de son sang régénérateur et de ses forces vives, nous pouvons vivre, enfin, le plaisir délicat de l'attente et de la mort lente. Un nouveau désert des Tartares. Attendre et laisser faire. Advienne que pourra."

Et pour conclure : "Puisse ce rapport féconder et donner vie à une espérance." Sic ! Madame Codaccioni jette la pierre à l'union libre, condamne la femme qui, rapidement, n'a pas trois enfants. Le rôle du père n'est pratiquement pas évoqué. C'est un encouragement à la démission de la paternité. Autrement dit, elle renvoie le père à son absence, la mère à son utérus. On croit rêver. Comme le dit Marguerite Yourcenar : "Il faut se dépêcher de rire de tout de peur d'être obligé d'en pleurer." Madame le député nie totalement les libertés individuelles. Le libre choix, ne serait-ce pas aussi de ne pas se marier, ou même de ne pas avoir d'enfant, ou bien encore d'être une femme, d'avoir des enfants et de travailler ?

C.L.

qui disparaîtraient avec une telle mesure dont le coût net varierait de 34 à 108 milliards de F.
Deuxième interrogation : les femmes ont-elles envie de rester à la maison ? Pour Denise Cacheux, "le choix est réel et c'est le cœur qui parle. Mais il existe un écart entre le souhait et la réalité. Quand on interroge les femmes, dans l'utopie, elles sont pour. Mais dans le quotidien, elles n'ont pas les moyens de stopper leur activité."
Comment feraient les mères celibataires, les femmes divorcées, sans travail ? Quelle liberté de choix a-t-on avec seulement un demi-smic, comme le proposent les députés de droite ?
Pourquoi faut-il toujours que l'on remette en cause les droits des femmes ?



CINQUANTE ANS EN ARRIERE

Le débat qu'ouvre la droite, au mépris de l'égalité et de la liberté, illlustre la montée des idées régressives. Pour Michèle André, secrétaire nationale du secteur "femmes et mixité" du PS, il pose à nouveau la question de la place des femmes dans la société. L'enjeu est fondamental.

Sous prétexte de crise économique, ne sommes-nous pas en train de retrouver le fantôme passéiste et rétrograde du retour au foyer des femmes ?

Michèle André. *La droite extrême n'a jamais abandonné l'idée des valeurs traditionnelles de la famille. Ce sont des idées pétainistes, elles ont un vieux fond. Elles sont dans la ligne de l'extrême droite et la droite les reprend à son compte. Les différents projets de loi présentés actuellement nous ramènent cinquante ans en arrière. C'est alarmant d'une part et, d'autre part, fondamentalement à l'opposé de ce que les femmes de gauche ont toujours défendu. C'est-à-dire donner aux femmes le droit de choisir leur vie, d'être autonomes. La droite agit comme si le divorce n'existait pas. Elle s'appuie sur le schéma de la vieille société bourgeoise. En outre, elle nie complètement le rôle du père. Certaines difficultés familiales sont liées au fait que les hommes ne prennent pas leur place dans la famille. Il s'agit, entre la gauche et la droite, d'un clivage idéologique total et je ne suis pas surprise de le voir resurgir.*

Pour la droite, l'argument fort reste la lutte contre le chômage...

La manœuvre est habile. On veut nous faire croire que le retour des femmes au foyer est la solution pour résoudre l'actuelle crise de l'emploi. Quels emplois seraient libérés ? Les hommes en voudraient-ils ? Ensuite, c'est nier totalement l'évolution des femmes dans la société depuis vingt-cinq ans. L'emploi féminin est souvent plus dynamique et plus créateur. En outre, quelles garanties les femmes qui cessent de travailler auront-elles ensuite pour retrouver un emploi ? La droite ne s'en préoccupe pas. Une partie de la société n'a pas encore admis le travail des femmes. Pourtant, il est clair que la collectivité doit le permettre.

Les femmes et les hommes qui se laisseraient tenter par de telles mesures doivent prendre conscience que l'enjeu est fondamental, c'est toute la place des femmes dans la société qui est remise en cause. A elles de se mobiliser pour exprimer ce qu'elles souhaitent.

PARMI LES SIX PROJETS DE LA DROITE

Colette Codaccioni propose 2.900 F par mois pour les mères mariées, d'un enfant jusqu'à 3 ans. M. Pascallon propose 4.700 F pour les parents mariés et français ou originaires de CE, d'un enfant jusqu'à 6 ans, dès la première naissance. Avant-projet du gouvernement (APE), 2.900 F pour les mères au foyer ayant travaillé deux ans dans les dix dernières années, et élevant un enfant jusqu'à 3 ans, dès le premier.

DECLIN DEMOGRAPHIQUE ? QUEL DECLIN ?

"Si les femmes restaient à la maison, il y aurait moins d'échec scolaire", assurent les partisans du retour des mères (et pourquoi pas des pères ?) au foyer. Aucun chiffre n'atteste la réalité de cette affirmation. "Il y a vingt ans, s'étonne le sociologue Bernard Charlot (2), on m'expliquait que, si les enfants ne réussissaient pas à l'école, c'était parce que leur mère travaillait et ne s'occupait pas d'eux. Aujourd'hui, l'hypothèse des sociologues travaillant sur les banlieues est inverse. L'indicateur "mère qui travaille" est considéré comme un paramètre favorisant la réussite scolaire, le fait que la mère n'ait pas d'activité comme un élément négatif.
Troisième question : une telle mesure a-t-elle des effets sur la natalité ? "La France n'a plus d'enfants, la France se meurt", ne craint pas d'écrire Colette Codaccioni (député RPR). "Complètement faux, s'insurge le démographe Hervé Le Bras (3). Depuis la guerre, la population française a crû de 40%. Jamais notre pays n'avait enregistré de croissance aussi forte ! Certes, le taux de fécondité a très légèrement décru : de 1,82 en 1990 à 1,76 en 1992, mais la population française continue de croître d'environ 300.000 personnes par an." Aucune catastrophe démographique n'est en vue. On assiste simplement au retour de thèses familialistes et nationalistes, chères à une certaine droite. Et à celui d'une politique nataliste qui a pourtant prouvé son inefficacité. Ainsi, quand, en 1978, Giscard a inventé le million à la naissance du troisième enfant, le "frémissement" de 0,8%, observé dans les courbes a été exactement le même qu'en Grande-Bretagne et en Allemagne cette année-là, deux pays qui n'avaient adopté aucune mesure de ce genre. "Les femmes allemandes, qui sont beaucoup moins nombreuses à travailler, ont nettement moins d'enfants que les Françaises", souligne Hervé Le Bras.
Reste un vrai problème : les familles nombreuses dont le ou les parents sont chômeurs. Et là, une refonte des allocations familiales ou du quotient familial pourrait être envisagée.
Contradiction ? Le gouvernement, qui se lamente sur la chute de la fécondité, cherche à limiter l'accès à la nationalité française des jeunes issus de l'immigration. La volonté affichée d'améliorer la vie des femmes et des enfants dissimule mal la volonté de faire naître de "vrais" Français. Colette Codaccioni-Vichy, même combat ?

Chrystie Lipani et Patricia Jaffray

(1) SOS Sexisme lance une pétition contre le salaire parental (☎ 46.26.14.82).

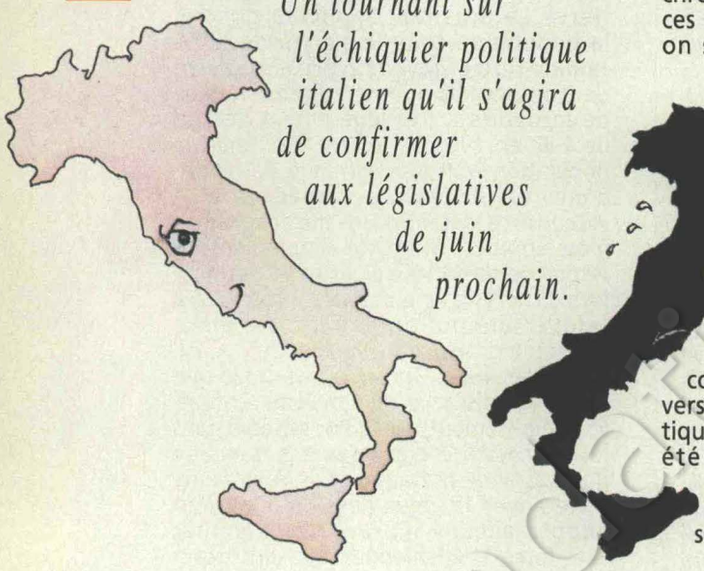
(2) Auteur de "Ecole et savoirs dans les banlieues", Armand Colin.

(3) Directeur à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, auteur de "Marianne et les lapins", Hachette Pluriel.

MUNICIPALES ITALIENNES

la gauche, rempart contre le fascisme

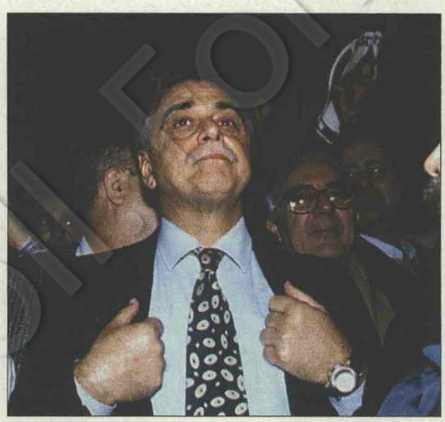
En prenant les villes de Rome, Trieste, Venise, Gênes et Naples, le PDS confirme sa victoire fondée sur une orientation sociale-démocrate. Un tournant sur l'échiquier politique italien qu'il s'agira de confirmer aux législatives de juin prochain.



Foule de militants, le soir du dimanche 5 décembre, sous les balcons des Botteghe Oscure, le célèbre siège du PDS, en plein centre de la capitale. Une foule qu'on n'avait pas vue depuis longtemps. Certains parlent de 1975. Mais à l'époque, la formidable avancée du PCI dans les municipalités était ternie par le "consociativismo", le partage des responsabilités avec la Démocratie-chrétienne. Au soir du second tour de ces municipales partielles de fin 1993, on sentait, à gauche, qu'il s'agissait d'autre chose. Une victoire qui vient de la base. Pour la première fois, les électeurs se sont exprimés directement pour le choix de leur maire. Ils ont plébiscité les candidats de l'alliance progressiste. Une alliance centrée sur l'organisation du parti d'Achille Occhetto, ce parti ex-communiste qui a su réussir sa reconversion en devenant le Parti démocratique de la gauche. Une mutation qui a été consacrée, le 9 septembre de l'année dernière, par son admission au sein de l'Internationale socialiste.

DE NOUVELLES ALLIANCES

Un changement de nom qui s'est accompagné d'une réorientation de type social-démocrate laquelle a permis, aujourd'hui, l'ouverture à de nouvelles alliances. Avec le centre-gauche laïc, le Mouvement du renouveau socialiste, mais aussi et surtout avec les secteurs progressistes de la société civile. Une capacité d'attirer des hommes et des suffrages qui s'est traduite par un recentrage sur l'échiquier politique. Résultat, la victoire de l'Alliance de progrès pour les municipales est interprétée comme une option sur l'avenir politique du pays. Après l'effondrement des partis traditionnellement au pouvoir, comme la Démocratie-chrétienne, le PDS et ses alliés apparaissent désormais comme le seul choix crédible, pour l'instant, pour poursuivre la phase de transition que connaît l'Italie. La réaction, positive, de la Bourse et la reprise de la lire, en sont la preuve la plus évidente. Certes, aux élections législatives anticipées qui devraient se tenir en mars prochain, le jeu sera plus dur. La place laissée vacante par la Démocratie-chrétienne pourrait être prise entre temps par une force politique rénovée, modérée, de centre-droit. Une formation plus présentable, donc, que cette droite néofasciste du MSI qui, à Rome et à Naples et, en général, dans le sud et le centre du pays, a menacé, jusqu'à la fin, la victoire de la gauche. Au Nord, seuls les progressistes font face désormais aux ligues autonomistes, premier parti de cette région opulente de la péninsule.



▲ *Achille Occhetto.*

PREPARER LA PROCHAINE ECHEANCE

Les dés sont jetés. L'Italie attend la prochaine échéance électorale, les législatives du printemps prochain. Mais, pour l'instant, le PDS savoure son triomphe. Dimanche soir, Achille Occhetto parlait presque en premier ministrable qui ne se départ pas toutefois d'un certain lyrisme : "Le Parti a eu une année difficile. Je me suis senti comme le capitaine d'un bateau qui n'arrivait pas à voir la côte. Aujourd'hui, la terre est en vue."

Salvatore Aloise

◆

SAUVER LA BOSNIE-HERZEGOVINE D'UN DEUXIEME ET MORTEL HIVER DE GUERRE

Sans attendre les résultats des conversations de Genève, la communauté internationale et, d'abord, l'Union européenne, doivent mettre en œuvre les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU afin de lever le blocus de Sarajevo et des autres villes et zones dites protégées de Bosnie-Herzégovine en y incluant Mostar, menacé d'anéantissement.

Il faut enfin arrêter, par tous les moyens nécessaires, les tueries et destructions commises sur le sol européen dans le but d'y constituer des entités territoriales ethniquement pures.

Le Parti socialiste appelle tous ceux qui combattent l'exclusion et la violence raciste, nationaliste ou religieuse à se joindre à la manifestation convoquée par Sarajevo capitale culturelle de l'Europe et la coordination étudiante contre la purification ethnique.

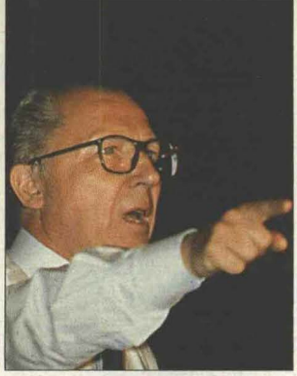
En faveur :

- **de la levée du siège de Sarajevo, de Mostar et de toutes les cités martyrs de Bosnie-Herzégovine,**
- **de l'acheminement sans entrave de l'aide humanitaire,**
- **du rétablissement de la liberté de circulation des populations.**

L'avenir de l'Europe démocratique se joue en Bosnie-Herzégovine.

LE 18 DECEMBRE 1993, A 14 H, PLACE DU PALAIS-ROYAL, A PARIS.

◆



▲ *Jacques Delors.*

l'Europe saura-t-elle se battre contre le chômage ?

Actualité européenne intense avec, le 9 décembre, le sommet des dirigeants du PSE et, les 10 et 11, le conseil européen. Au cœur des débats : la croissance et l'emploi.

C'est devenu un rituel : à la veille de chaque conseil européen, les responsables du Parti des socialistes européens (PSE) se réunissent pour faire le point sur les principaux thèmes abordés par les chefs d'Etat et de gouvernement. Ce conseil européen des 10 et 11 décembre, à Bruxelles, s'il est ordinaire dans sa forme, revêt une importance cruciale.
En effet, il s'agit pour les Douze, alors que le traité de Maastricht est désormais en vigueur, de tenter de définir des orientations pour 1994 destinées à redresser une conjoncture économique particulièrement difficile. En prévision de ce sommet, les socialistes européens avaient chargé Allan Larsson, l'ancien ministre de l'Economie et des Finances social-démocrate suédois, de préparer un rapport sur l'emploi devant contenir des propositions concrètes. C'est de ce texte qu'ils ont débattu lors de leur réunion, le 9 décembre, à Bruxelles. "Il s'agit d'un travail important et intéressant, qui présente bien des points positifs mais suscite aussi des réserves", explique Gérard Fuchs.
La principale, aux yeux du PS français, est de mettre l'accent sur les aspects conjoncturels de la crise plus que sur ses causes structurelles. Il sous-estime, particulièrement, les conséquences des mutations technologiques sur l'emploi -ce qui conduit son auteur à trop privilégier la seule formation professionnelle pour résoudre le chômage. En outre, l'analyse est plus située dans le cadre de l'Espace économique européen (EEE) que dans celui de l'Union européenne (UE). Les points d'accord ne manquent pas cependant, notamment sur la politique de relance par l'investissement public, la réduction du temps de travail ou encore la création d'emplois d'utilité locale. Les socialistes français devaient proposer des orientations pour poursuivre la réflexion et parvenir à un document utilisable au cours de la campagne pour les élections européennes de juin 1994.

DES PISTES POUR SORTIR DE LA RECESSION

C'est aussi à partir d'un document, un livre blanc intitulé "Croissance, compétitivité, emploi : les défis et les pistes vers le XXIe siècle", que les Douze vont, les 10 et 11 décembre à Bruxelles, tenter à leur tour de répondre notamment à la question du chômage. Ce texte, proposé par Jacques Delors, que la commission a adopté le 5 décembre, analyse la situation de l'emploi dans l'UE et trace des pistes pour sortir de la récession.
Pour s'attaquer au chômage (cyclique, mais surtout structurel et technologique), le livre blanc suggère une économie saine (réduction des déficits budgétaires, modération salariale...) dégagée des remèdes miracle (ni protectionnisme ni fuite en avant, ni baisse généralisée du temps de travail ni diminution drastique des salaires). Il recommande aussi une économie ouverte (sur les pays de l'Europe de l'Est notamment), décentralisée (en direction des PME), et plus compétitive (un emprunt de 20 milliards d'écus par an, dont 12 sont d'ores et déjà assurés par le budget et la BEI) pour financer les grands réseaux transeuropéens de transports, d'énergie et de télécommunication. Lutter contre l'exclusion sociale et agir au service de l'emploi (éducation et formation professionnelle tout au long de la vie, flexibilité interne et externe de l'entreprise, réduction du coût relatif du travail non qualifié par une taxe sur l'énergie...) en constituent les autres points forts.
Qu'en retiendra le conseil européen ? Gérard Fuchs estime que "ses résultats seront en deçà de nos espérances." C'est sur la question du financement de l'investissement public que les discussions risquent d'achopper. Si la France est favorable à l'idée d'un grand emprunt, la Grande-Bretagne n'est pas forcément acquise à la nécessité de faire de l'intervention publique un levier essentiel de la relance. L'Allemagne hésite, mais elle y est plutôt opposée aussi. "Il faut qu'il y ait une vraie décision pour la croissance et l'investissement européen, sinon, l'Europe perdra du terrain dans l'opinion", déclarait récemment François Mitterrand. Il s'y est d'ailleurs employé tout au long de la semaine en recevant les représentants de l'ensemble des formations politiques françaises. Mais il n'est pas sûr, cependant, qu'il soit entendu de tous.

Ghislaine Toutain

LEGISLATIVES EN RUSSIE

une première avec tous ses dangers

Les Russes vont se rendre aux urnes le 12 décembre pour élire des députés et se prononcer sur la constitution qui leur est proposée.

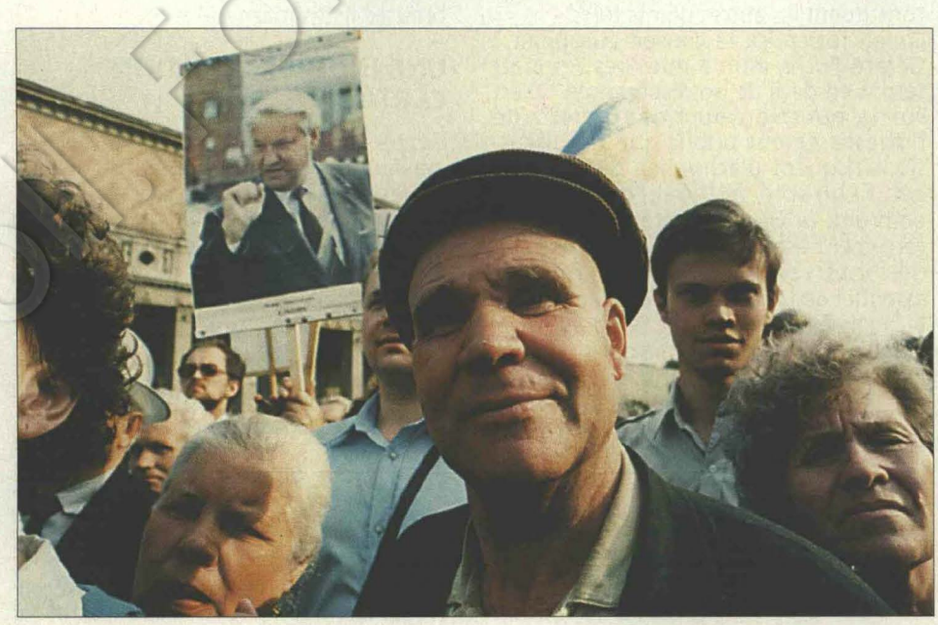
Les médias russes, dans leur grande majorité, et notamment la télévision, présentent cet événement comme le début d'une nouvelle période de la Russie qui se débarasserait définitivement de ses démons communistes et entrerait ainsi dans le chœur des Etats démocratiques et civilisés, selon le mot à la mode à Moscou. Cette vision quelque peu embellie que, d'ailleurs, les dirigeants des Etats occidentaux sont enclins à accepter sans broncher, demande un examen plus critique. Les conditions dans lesquelles se sont décidées puis organisées ces élections ont, dès le départ, limité leur portée démocratique et rendu plus difficile cette constitution d'un espace politique démocratique qui reste l'enjeu essentiel.
La précipitation dans la préparation des élections a empêché toutes les forces politiques en présence de constituer des listes pour l'élection à la proportionnelle de la moitié des députés. Ensuite, la commission électorale a éliminé huit des listes qui pensaient avoir réuni les conditions nécessaires pour se présenter. Cependant, et il convient de le souligner, les treize listes restantes représentent à peu près le spectre politique existant avec, en plus, de nombreuses listes marginales.

UNE INDETERMINATION CERTAINE

Cette précipitation a empêché une meilleure structuration des forces politiques et surtout une mise au point de programmes clairs et distincts. La plupart des blocs en présence se contentent d'affirmer leur attachement à la démocratie et au marché. Aussi, la majorité des électeurs déclare ne pas connaître les différents programmes et se fonda sur d'autres critères pour leur choix. C'est probablement une des raisons, mais bien sûr pas la seule, d'une abstention que l'on prévoit massive (de l'ordre de 40%). La raison principale est un rejet par des couches importantes de la société du politique en général, leur refus de choisir entre des communistes qu'elles rejettent et des démocrates qui les traitent de "lumpen" et

qui sont incapables d'intégrer politiquement leurs aspirations.
Si l'indétermination des programmes est sensible dans les listes nationales, elle est encore plus forte dans les candidatures aux circonscriptions qui doivent fournir l'autre moitié des élus de la Douma. En effet, ce sont souvent des dirigeants locaux qui se présentent, des pragmatiques dont les choix politiques sont imprévisibles. Il n'est donc pas du tout exclu que la future chambre puisse s'acheminer vers une opposition au président. Ne concevant, semble-t-il, pas d'autre rapport entre le législatif et le pouvoir présidentiel que ceux de l'allégeance ou de l'affrontement, les hommes du président cherchent à démoniser tous les candidats qui prennent leur distance à l'égard d'Eltsine.
Ces déclarations révélatrices s'expliquent par les difficultés qu'éprouve le bloc présidentiel Choix de la Russie avec, à sa tête, E. Gaïdar, à percer, malgré les moyens considérables, notamment des médias, dont il dispose. En effet, même si, dans les conditions d'une première élection avec des partis, les sondages sont peu fiables, ils indiquent un tassement de la liste officielle qui passe de 40-45% des voix à environ 30% et, à l'inverse, la progression des deux blocs qui, tout en se réclamant des réformes, critiquent la politique présidentielle. Les blocs Lavlinski et Chakhraï totalisent 20-25% des intentions de vote. Le Parti communiste, tout en progressant, reste suffisamment marginal (avec 10% des intentions de vote) pour ne pas vraiment jouer le rôle de repoussoir et d'épouvantail que le pouvoir a constamment attribué aux rouges-bruns. Ce début de différenciation dans le camp des réformateurs constitue, dès aujourd'hui, le plus grand acquis des élections. Mais il est clair que c'est déjà aux élections présidentielles, théoriquement prévues dans deux ans, que pensent tous les dirigeants en course.

Alexis Berelovitch



La majorité des électeurs se déterminera sur d'autres critères que les programmes.

BREF... EN BREF... EN BREF... EN BREF... EN

■ Grave revers électoral pour Helmut Kohl aux élections communales dans le Land de Brandebourg (ex-RDA). Le recul de dix points de la CDU se fait au profit des ex-communistes du PDS, mais surtout à celui du SPD, qui confirme sa position dominante dans ce Land. Un fort encouragement pour la formation de Rudolf Scharping.

■ Retard probable de deux à trois semaines de la date d'entrée en application de l'accord Jericho-Gaza, prévue le 13 décembre. Les négociations se poursuivent au Caire, malgré la violence qui se développe sur le terrain. Elles achoppent sur la question de la sécurité des implantations juives, difficile à mettre en œuvre en raison de leur dissémination. Shimon Peres estime cependant que cet accord, sans précédent, sera conclu.

■ "L'Economie allemande", par notre collaborateur Jacques-Pierre Gougeon. Un "poche" pour comprendre pourquoi l'Allemagne tient l'Europe en haleine. Le Monde Editions / Marabout.

COTE-D'IVOIRE

une succession à haut risque

A la tête de l'Etat ivoirien depuis son indépendance (plus de trente-trois ans), le président Houphouët-Boigny laisse un pays au bord de la banqueroute et de l'explosion sociale, et son parti (1) profondément divisé.

Seule certitude que soulignait le chef de file de l'opposition, Laurent Gbagbo, secrétaire général du Front populaire ivoirien (FPI) : "La Côte-d'Ivoire d'Houphouët est finie." Le président de l'Assemblée nationale, Henri Konan Bédié, est le dauphin constitutionnel. Il doit achever le mandat présidentiel en cours, en vertu de l'article 11 de la Constitution dont bien des barons du PDCI ne veulent pas entendre parler. Parmi eux, le président du Conseil économique et social, Philippe Yacé, ancien héritier présumé, écarté en 1980 au profit de l'actuel qui est redevenu le troisième personnage de l'Etat. Il manœuvre pour son propre compte et celui du premier ministre, Alassane Dramane Outtara, qui, depuis la fin de 1992, n'écartait plus l'hypothèse d'une candidature à l'élection présidentielle de 1995.

Imposé aux autorités ivoiriennes par le FMI en 1990, en pleine crise économique et sociale, le gouverneur de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) s'est fait difficilement accepter par la classe politique, dont une fraction, originaire du Nord, essaie de le doter d'une base, depuis 1992, à travers la charte du Grand Nord.
Principale force de l'opposition structurée, et désormais incontournable, le FPI, membre de l'Internationale socialiste, ne peut que bénéficier des déchirements du parti au pouvoir. Fidèle à sa stratégie de transition pacifique à la démocratie, mais opposé à l'application de l'article 11, il a proposé, lors de la convention nationale extraordinaire du 27 novembre, la mise en place d'un gouvernement de transition dont le mandat ne pourra excéder vingt-quatre mois.
Trois tâches pour un tel gouvernement. Election d'une constituante, mesures économiques d'urgence, organisation de consultations justes et transparentes dotant le pays d'autorités légitimes.
En effet, la Côte-d'Ivoire est asphyxiée par une dette extérieure colossale (18 milliards de dollars pour 13 millions d'habitants) et ses relations avec la Banque mondiale sont délicates car le respect des exigences de cette dernière ne peut que conduire à l'explosion sociale. Abidjan a surtout bénéficié du soutien massif de la France (2,2 milliards de F d'engagement en 1992) pour boucler ses fins de mois. Mais l'Etat français n'a guère anticipé la disparition du président ivoirien qui va créer une onde de choc dans l'ensemble du continent africain.

Guy Labertit

(1) PDCI-RDA : Parti démocratique de Côte-d'Ivoire / Rassemblement démocratique africain, qui fut parti unique jusqu'au 30 avril 1990.

Coups de cœur

Les fêtes de fin d'année approchant, la rédaction partage avec vous ses coups de cœurs culturels.



LIVRES

■ JORGE SEMPRUN
"Federico Sanchez vous salue bien"

"Le verbe a été au commencement et à la fin de la politique." Le verbe ?... Qu'aurait-il pu faire sans l'homme ? Un homme qui a vécu la guerre, celle d'Espagne, puis la dernière, de Buchenwald au militantisme communiste, puis au militantisme tout court, sans la moindre haine ni amertume. Un homme qui croise des prix Nobel, des chefs d'Etat, des rois... et des envols titubants de pigeons avec le même regard. Un homme dont le verbe, si simple quand il raconte le chemin de l'histoire que ses propres pas ont souvent tracé, devient émouvant et beau à couper le souffle pour décrire un lieu, un être, une sensation. De la politique, certes. Un verbe pur et juste, incontestablement. Et l'homme, sobre, amical, complice même, et si grand... Encore plus grand que son livre.
GRASSET, 336 P., 127 F.

■ REMY RIEFFEL
"La Tribu des clercs"
"Les Intellectuels sous la Ve République"

L'intellectuel, comme espèce, serait-il en voie de disparition ou de fossilisation ? Naguère célébrée, influente, brillante, pétitionnaire, la tribu semble aujourd'hui malmenée par une crise d'identité. Ces compagnons d'idéologies en déroute, ces clercs longtemps militants, ces rebelles devenus courtisans s'effacent devant des bateleurs médiatiques mieux en phase avec une société qui privilégie la logique de la communication au détriment de celle de la connaissance.
CALMANN-LÉVY, 692 P., 250 F.

■ MADELEINE CHAPSAL
"Oser écrire"

Ecrire. Aimer les mots parce qu'ils délivrent. Oser cette ouverture extrême aux frontières de la folie et de la magie, de l'alchimie et de la gaminerie, c'est l'invitation que Madeleine Chapsal adresse à chacun. A la clef, il n'y a peut-être rien de moins que la liberté.
FAYARD, 267 P., 98 F.

■ ERIC DESCHODT
"Histoire du mont-de-piété"

A lire comme un roman retraçant, sur plus de deux siècles, la vie des Parisiens. Plus qu'un document, une fresque de société.
LE CHERCHE-MIDI, 213 P., 110 F.

■ HUBERT PROLONGEAU
"Sans domicile fixe"

Du vrai journalisme d'investigation mais surtout un terrible témoignage.
HACHETTE PLURIEL, 222 P., 86 F.

■ JEAN-FRANÇOIS VILAR
"Nous cheminons entourés de fantômes aux fronts troués"

La quête -amoureuse et policière- d'un mystérieux photographe, dans le Paris du canal Saint-Martin, hanté par les ombres des années 30, surréalistes -Breton, Man Ray-, militants trotskystes exilés... Envoûtant.
SEUIL, 480 P. 120 F.

■ EMMANUELLE BERNHEIM
"Sa Femme"

Un roman court. Un ton incisif et précis pour une histoire au fond assez ordinaire. Elle l'aime, il est marié et quelle que soit l'heure à laquelle il arrive chez elle, il reste seulement une heure et quart. Comment va-t-elle s'y prendre pour que l'ordinaire devienne extraordinaire ? Prix Médicis 1993.
GALLIMARD, 114 PAGES, 75 F.

CINEMA

■ ***"Smoking", "No smoking"***

Deux films d'Alain Resnais où la participation du spectateur est sans cesse sollicitée, qui offrent le choix entre versions et dénouements différents. Sabine Azéma et Pierre Arditi jouent seize personnages. Une performance exceptionnelle.



▲ *"Smoking", "No smoking".*

■ ***"Aladdin"***

de John Musker et Ron Clements. Au royaume d'Agrabah, les aventures d'un garçon intrépide et de son petit singe.

■ ***"Tout le monde n'a pas eu la chance d'avoir des parents communistes"***

de J.-J Zilbermann. Avec Josiane Balasko. Idéologies perdues, rêves évanouis.

■ ***"Les Marmottes"***

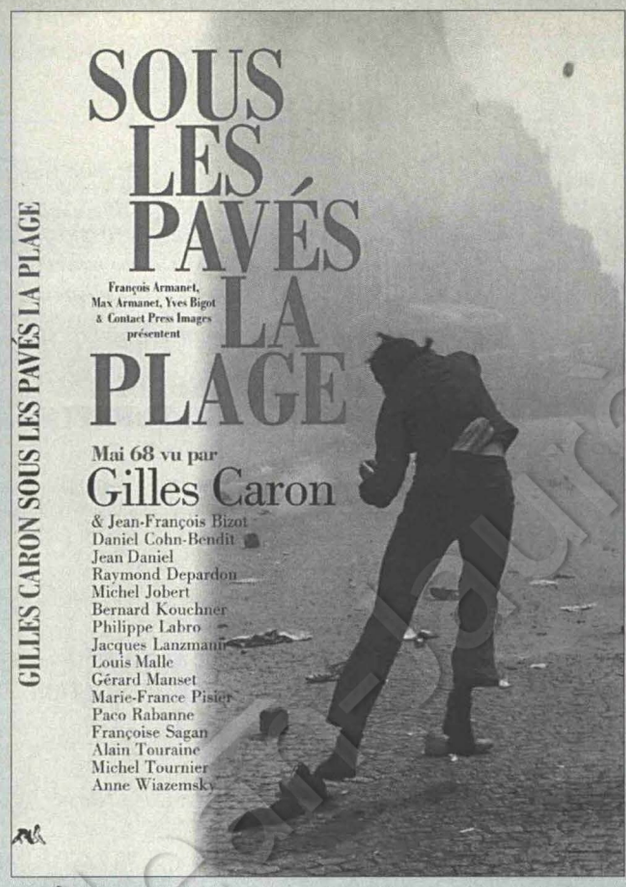
d'Elie Chouraqui. Comédie douce-amère de couples en crise. Une distribution prestigieuse.

Et toujours à voir ou à revoir

■ ***"Adieu ma concubine"***

■ ***"Libera me"***

■ ***"Faut-il aimer Mathide ?"***



PHOTOS

■ DANIEL PENNAC ET ROBERT DOISNEAU
"La Vie de famille"

Il est délicieusement rétro, cet album plein d'humour, de bonheur simple et de beaux enfants joufflus.
ED. HOEBEKE, 96 P., 198 F.

■ DOISNEAU ET RONIS CHARBONNIER
"Les Enfants de Germinal"

Avec Cavanna et "Les Enfants de Germinal", ce sont des gueules noires et l'univers de la mine, ces enfants, les "galibots" qui poussaient les berlines dès l'âge de 7 ans. Et aussi les Polaks et autres Macaronis dont les gamins sont devenus de vrais petits Français à l'accent ch'timi.
ED. HOEBEKE, 192 P., 149 F.

■ GILLES CARON
"Sous les pavés la plage"

Disparu en 1970 au Cambodge, Gilles Caron est déjà, à 31 ans, une figure de proue de la nouvelle génération de photographes qui seront à l'origine des agences d'images que nous connaissons aujourd'hui. De mai 68, il a laissé un reportage matraquant dont 120 clichés sont rassemblés dans cet ouvrage, accompagnés des réflexions de seize personnalités, témoins ou acteurs des fameux événements.
ED. LA SIRENE, 128 P., 189 F.





EXPOS

■ "American Workers"
Kathleen Farrell s'est spécialisée dans les peintures murales. Elles ont pour thème le mouvement syndicaliste américain. Lors de sa première visite en France, en 1970, elle fut profondément inspirée par les affiches politiques placardées sur les murs de la capitale. Une Américaine à Paris, jusqu'au 30 janvier 1994, au restaurant "Dame Tartine", 59 rue de Lyon, 75011 Paris, métro Bastille. ☎ 42.05.65.04

■ Spectacle de sortie de la cinquième promotion de l'Ecole supérieure des arts du cirque. Châlons-sur-Marne, Montpellier. Paris, le jeudi 6 janvier à 20 h 30. Renseignements ☎ 43.45.84.21

■ Exposition Jep ou l'histoire merveilleuse du jouet de Paris Musée de l'histoire vivante. Parc Montreau, 31 boulevard Théophile-Sueur, 93100 Montreuil. Mer., jeudi, vend., 14 h-17 h ; sam., 14 h-18 h ; dim., 10 h-18 h. Entrée, 20 F. Visites scolaires sur rendez-vous (gratuites). ☎ 48.70.61.62

21101

- MONTLUÇON -

Allier
50 000 Habitants

Une qualité de vie.
Une ville de taille humaine de 50 000 Habitants.
Un environnement historique.
Une dynamique culturelle.

RECRUTE D'URGENCE

UN RESPONSABLE ANIMATION CULTURELLE
(NIVEAU BAC + 3)

Votre expérience en matière d'animation et de développement culturel, Théâtre, Cinéma, Culture Scientifique et Technique,
Votre goût de la communication,
Votre aptitude à la gestion de projets,
Vous permettront :
De concevoir et mettre en œuvre sur les plans culturel et financier des expositions, actions théâtre et cinéma.

UN JOURNALISTE
POUR SON SERVICE COMMUNICATION
CADRE B

Votre expérience du milieu journalistique,
Votre grande disponibilité,
Votre motivation pour vous intégrer à une démarche d'information et de consultation des Citoyens,
Vous permettront :
D'assurer au sein de la Direction Communication sous l'autorité d'un cadre Responsable des Publications :
- La rédaction des articles du journal municipal hebdomadaire,
- La participation aux activités de communication du service.

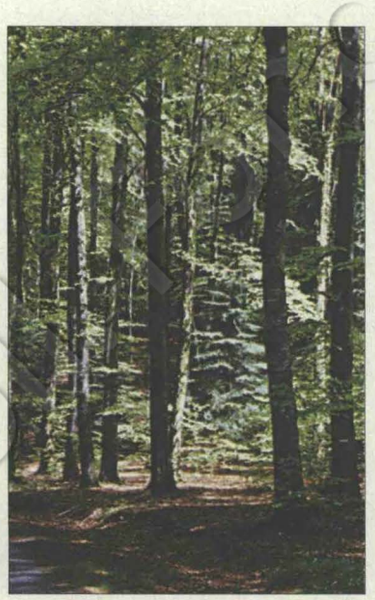
Adresser candidature et CV détaillé à
Monsieur le Maire - B.P. 3249
03106 MONTLUÇON CEDEX
avant le 10 Janvier 1994

AGP Conseil

21102

Pays de Guéret / Saint-Vaury Creuse

Ouverture d'un centre permanent de classes d'environnement.



Séjours
en classe-découverte
dans un espace préservé.

Au programme :
- étude du paysage, découverte de la faune, flore, forêt (2.000 ha boisés à proximité), ruisseau, étang, mare, météo
- étude de la géologie locale (granit)
- visites de fermes (élevages limousins), de carrières de granit, démonstration de taille de pierre
- activités sportives / découverte nature
- VTT, randonnées pédestres
- soirées contes et légendes, vie locale d'autrefois, astronomie.

Tarif : 175 F/jour/enfant

Information/réservation :
Office du Tourisme du Pays de Guéret/Saint-Vaury
1 avenue Charles-de-Gaulle, 23000 GUERET
☎ 55.52.14.29 - Fax : 55.52.30.16

21103

Besançon, une Ville Capitale

La Ville de Besançon (Doubs)

120.000 habitants
Capitale de la région Franche-Comté classée première ville pour la qualité de la vie et première ville verte de France, gare TGV, 2 h 30 de Paris

recrute

UN ADMINISTRATEUR TERRITORIAL
chargé de missions auprès de la Direction Générale par voie de mutation, détachement ou sur liste d'aptitude.

Poste à pourvoir en janvier 1994

Nous vous proposons des avantages financiers liés à la fonction.

Merci d'adresser votre candidature manuscrite accompagnée d'un curriculum-vitae détaillé, d'une photo et des copies de vos titres et diplômes à :
Monsieur le Maire - Service Ressources Humaines - 2 rue Mégévand
25034 BESANÇON cedex - avant le 20 décembre 1993 à minuit.

21104

Domaine du Petit Barbaras

Feschet Père et Fils
26790 Bouchet-Drôme-Provençale

Côte du Rhône Village :
25 F la bouteille (départ cave)

☎ 75.04.80.02 - Fax : 75.04.84.70

21105

Vins du Médoc

Château La Rose Brana
1989-1990
Saint-Estèphe

CARTON DE 12 BOUTEILLES
- 1989 : 744 F franco de port
- 1990 : 720 F franco de port

A PARTIR DE 48 BOUTEILLES
- 1989 : 624 F franco de port
- 1990 : 600 F franco de port

les 12 bouteilles

Christian Ollier
Leyssac 33180 Saint-Estèphe
☎ 56.59.71.97
Fax : 56.59.39.97

21106

Vin de Bourgogne

- ***Montagny blanc 90 :***
  33 F la bouteille départ cave
- ***Bourgogne rouge 90 :***
  24 F la bouteille départ cave

Jean Vachet - Récoltant
71390 SAINT-VALLERIN
☎ 85.92.12.91

21107

Vin de Bourgogne
Mâcon-Clessé

Appellation Mâcon-Clessé contrôlée
29 F la bouteille, départ cave.
Ouvert du lundi au samedi
Gilbert Mornand - Propriétaire - Récoltant
71260 CLESSE
☎ 85.36.94.09 - Fax : 85.36.98.12

21108

TECHNICIENS EUROPEENS DU PLACARD

Tous travaux de pose, menuiserie (bois, alu, PVC), rénovation, placards de rangement, etc.
Paris
☎ 48.97.39.52 - Fax : 48.97.08.41
Pithiviers
☎ 38.30.18.20 - Fax : 38.30.24.72

EMPLOI

21109 - Homme ***architecte généraliste.*** 20 ans exp. Etudie ttes propos. Mairies ou cab. privés. Villes + 30.000 hab. ☎ 86.86.63.84

21110 -H 28 ans, ***Maîtrise Sc. éco. + DEA Eco. internat.*** rech. poste ch. mission éco, tourisme. Anglais courant. Pratique informatique. Etudie ttes propos. RP ou province. ☎ 76.44.05.97 (ap. 19 h)

21111 -H 28 ans, ***exp. Sciences po. + DESS marketing et com.*** + anglais, espagnol. Ch. poste ou mission (médias, com., assoc., éd., etc.). Libre au 4/1/94. ☎ (1) 44.07.25.41 (rep)

21112 -H. 43 ans. ***Cadre dirigeant,*** exp. Immob., ***associatif jeunesse,*** maison de retraite. Ch. poste rapidement.. ☎ (1) 42.07.85.13 (rep.)

21113 -H 28 ans, ***DEA Pol. soc.*** et GRH, Paris 1, ch. poste ***Ass. DRH*** ch. d'études et de missions - RP - Exp. 2 ans. Anglais (advanced level), PC Windows, permis B. Libre au 1/2/94. ☎ (1) 42.03.61.58 (rep)

21114 -JF ***expérimentée*** rech. travaux ***dactylo*** (mémoires, thèses, livres...) + travaux de comptabilité. Macintosh, imprimante laser. ***Dispo. immédiate.*** ☎ (1) 43.06.75.83 (ap. 20 h)

21115

léo lagrange
FEDERATION NATIONALE

Saint-Louis du Sénégal

semaine promotionnelle
du 19 au 26 février 1994

- formule séjour en 1/2 PC, en hôtel club**** : **5.900 F**
- formule circuit en 1/2 PC, en hôtel *** : **5.245 F**
- formule circuit en PC : **6.775 F**

LE PRIX COMPREND :
Paris / Dakar / Paris sur vol régulier, les transferts, les excursions dans la formule circuit, l'assistance aéroport et tout au long de votre séjour.

Programme détaillé sur simple demande à :

VACANCES LEO-LAGRANGE
12 cité Malesherbes
75009 PARIS
☎ **(1) 44.53.30.90**

21116

léo lagrange
FEDERATION NATIONALE

Réveillon à la neige avec vacances Léo-Lagrange

Risoul, séjour promotionnel
du 22 au 26 décembre 1993

- adultes et + de 12 ans : **924 F**
- de 6 à 12 ans : **740 F**
- de 2 à 6 ans : **556 F**
- moins de 2 ans : **gratuit**

LE PRIX COMPREND :
l'hébergement en pension complète (vin inclus), le repas et la soirée du réveillon de Noël ainsi que l'animation et les activités proposées par le Village (animation enfants, garderie, bar de nuit, discothèque, salle de spectacle, salle de musculation, sauna, salle TV, ping-pong...).

Autres dates, autres lieux : nous consulter.

Inscriptions, renseignements, demande de catalogue :

VACANCES LEO-LAGRANGE
12 cité Malesherbes, 75009 PARIS
☎ **(1) 44.53.30.90**

PASSEZ VOS PETITES ANNONCES DANS "VENDREDI".

Nos tarifs 94 :

- le module : **2.000 F HT**
- 1/12e de page : **3.500 F HT**
- 1/6e de page : **6.000 F HT**
- 1/4 de page : **10.000 F HT**
- Les 5 lignes : **200 F HT (soit 237 F TTC)**

Adressez votre annonce, accompagnée de votre chèque libellé à l'ordre de "Vendredi" à :

"Vendredi" Annonces
10 rue de Solferino, 75007 Paris

☎ (1) 45.56.78.57 / 78.56
Fax : (1) 45.51.47.03

"Vendredi"

1 an : **280 F**
DOM-TOM / CE : **400 F**
Autres pays : **600 F**
Institutions : **500 F**

Nom/prénom .....
Adresse .....
.....
Code postal .....
Ville .....
.....

Oui, "Vendredi" j'y tiens !



A renvoyer à "Vendredi", service lecteurs, 10 rue de Solferino, 75333 Paris cedex 07.
Chèque à l'ordre "Vendredi". Merci de penser à joindre votre bande-adresse.

Votre courrier

PRIVILEGES

Edouard Balladur demande aux entreprises nationalisées de ne pas licencier. Qui lui a demandé comment il fera pour qu'elles ne licencient pas quand elles seront privatisées ?
Qui lui a dit qu'il ne gouvernait pas, comme il le prétend, pour tous les Français, mais pour ceux qui ont de l'argent, en leur permettant d'acheter un appartement en leur faisant un cadeau sur leurs impôts pouvant aller à plus de 25.000 F (il faut le dire, plus vous gagnez d'argent et plus vous avez de diminution d'impôt), et qu'ensuite c'est le locataire qui paye l'appartement ?
Qui lui a dit que les bénéfices des entreprises nationalisées encaissés par l'Etat devaient être utilisés en priorité pour éponger le déficit de celles qui ne sont pas rentables plutôt que de les privatiser pour que les bénéfices soient distribués à ceux qui ont assez d'argent pour acheter des actions, et que ceux qui ne peuvent en acheter contribuent à payer le déficit (Air France, BNP) ?
Qui lui a dit qu'aider ceux qui ont de bons salaires à cotiser pour se faire une retraite en leur remboursant une partie des versements sous forme de diminution d'impôt était une injustice ?
Qui lui a dit qu'il est injuste de baisser les impôts de ceux qui bénéficient déjà de toutes ces réductions d'impôt ?
Qui lui a dit que les assurances-vie souscrites, toujours par ceux qui gagnent de l'argent, permettent de ne pas payer de droit de succession ?
Qui lui a dit que brader ses biens pour payer ses dettes ne favorise que ceux qui ont de l'argent ?
Qui lui a dit...
J'arrête, bien qu'il reste tant à dire. Il est temps que les responsables socialistes comprennent que ceux qui profitent de ces lois ne seront jamais pour la solidarité mais forcément contre la gauche et que ceux qui ne peuvent en profiter ne seront pas non plus du côté des socialistes, à moins de prendre l'engagement de changer la société en supprimant tous ces privilèges, ce que vous deviez faire avant le "4 août" 1989.

ROBERT MAROT
(91) Brunoy.

SIDA

Je voudrais profiter de cette journée internationale du sida pour défendre la campagne d'affichage Benetton.
Il me semble que le tollé auquel nous avons assisté n'est que la construction d'un masque gigantesque destiné à nous cacher la réalité de nos comportements et nous donner bonne conscience en feignant de défendre l'honneur et l'intégrité d'une partie d'entre nous, si durement atteints par le sort.
Comment ne pas regarder ces affiches, représentant des corps frappés du sceau de l'infamie, sans immédiatement faire un rapprochement avec ce qui se pratiquait sous l'Ancien Régime pour les galériens ? La fleur de lys indélébile leur interdisait à jamais toute vie sociale. Notre premier réflexe, devant les affiches Benetton, est bien légitime : pourquoi marquer ces gens condamnés pour avoir aimé ? C'est plus bas que le racisme ordinaire, et loin de nous l'idée de faire porter sur des personnes le représentant notre répulsion pour le sida.
Pourtant, n'est-ce pas la réalité quotidienne ? N'est-ce pas devenu un lieu commun que d'entendre l'histoire de parents ne voulant plus envoyer leur enfant à l'école sous prétexte qu'un de ses camarades est (ou serait) séropositif ? Quel est ce sondage qui dévoile que plus de la moitié des salariés déserteraient la cantine de leur entreprise s'ils avaient connaissance qu'un séropositif y prenait ses repas ?
La réalité est là : nous avons peur de cette maladie et, partant, des malades. Alors nous les rejetons, nous les marquons, nous les stigmatisons d'une manière bien plus insidieuse et hypocrite que le fer rouge de l'Ancien Régime. Nous le taisons, et puisque ce n'est pas dit, nous n'avons pas à en avoir honte.
Et puis voilà qu'une image, une seule aurait suffi, sans mot superflu, vient nous jeter notre comportement à la face. Il était temps que quelqu'un ait le courage de venir nous le dire.

JEAN-PIERRE CADIOT
(31) Toulon.

VIOLENCE

Il y a quelques mois, deux petits Anglais de dix ans ont torturé et fracassé le crâne d'un bébé. Maintenant, trois Français de huit à dix ans viennent de tuer un SDF à coups de pied et de madrier.
On s'étonne... c'est normal ! Pour un enfant, la frontière entre le jeu et la vie est très diffuse et la force des images de la télévision banalise, habitue et fait qu'il assimile la mort à un jeu. Combien pouvons-nous voir, en une année, de cadavres, de cerveaux écrasés, de tortures en tout genre dans les dessins animés, séries policières et autres films ? En ce domaine, soyons honnêtes, la stupidité et la violence ne sont pas spécialement d'origine américaine ou japonaise.
Quand comprendrons-nous que, si nous admettons des passages à l'antenne de telles œuvres, notre société ira inéluctablement vers le drame ? Il faut oser interdire, entre 7 h et 21 h, la retransmission de documents faisant l'apologie de la violence, car il faut avoir le courage de dire que la sélection, par les parents, de ce que visionnent les enfants à la télévision, n'existe pas dans 90% des cas.
Alors, que proposons-nous ? "La Belle au Bois Dormant", "Le Petit Poucet", "La Chèvre de Monsieur Seguin" sont, prétend-on, dépassés. La Fontaine, Verlaine, Perrault, périmés. Avec quoi nos enfants doivent-ils rêver pour construire leur identité ?
C'est la société qui est malade, c'est la société qui doit trouver des solutions.
Condamner les deux petits Anglais ou les trois petits Français à la prison n'est pas la solution. C'est avant que le drame n'arrive qu'il faut interdire, prévenir. Et ce n'est pas une affaire de droite ou de gauche. Pendant que nous étions au pouvoir, nous n'avons rien fait.
Le sang qui coule réellement sur les mains des enfants fera-t-il enfin prendre conscience ?

JACQUES BESSET
(26) Tain.

COURANTS

Aux Etats généraux, on a fait croire à un grand espoir d'ouverture vers les militants voire vers les sympathisants. Il y a deux semaines, nous procédions à la désignation des membres du bureau. Ne me reconnaissant dans aucune motion, je décidai, avec un camarade, de présenter (suite à une large acceptation de la section) ma candidature. Quelle ne fut pas ma surprise d'apprendre à la première réunion de bureau que celui-ci était antistatutaire à cause de notre présence !
De qui se moque-t-on ? D'un côté, on prône l'ouverture aux militants et, de l'autre, les militants ne se reconnaissant dans aucune motion doivent, s'ils veulent être élus au bureau, se rattacher tout de même à l'une d'elles ! C'est avec des petites bêtises de ce genre, car nous perdons du temps et ne pouvons travailler, que nous perdrons à nouveau les élections. De plus, si l'on repasse devant la section, nous perdrons, et c'est sûr, quinze à vingt adhérents. Est-ce cela que veut le Parti socialiste ?

JEAN-CHARLES GIRAULT
(77) Meaux.

Vendredi

10, rue de Solferino
75333 Paris cedex 07
Télex : 200 174 ;
Télécopie : 45.51.47.03
Service abonnés : 45.56.78.57
TELEPHONE :
pour joindre directement votre correspondant, il suffit de composer 45.56... (précédé du 16-1 si vous appelez de province) suivi des 4 chiffres qui figurent entre parenthèses à la suite de chaque nom

DIRECTION
Directeur de la publication :
Jean-Jack Queyranne

REDACTION
Rédactrice en chef :
Lyne Cohen-Solal
Politique : Jean-Pierre Bedeï (78.73)
Economie : Monique Grima (78.70)
Idées : Bernard Chaouat (79.01)
Société : Patricia Jaffray (78.94)
Régions : Maryline Trassard (78.71)
International :
Ghislaine Toutain (77.92)
Actuelles : Françoise Lorrain (78.55)
Secrétaire de rédaction :
Vanda Gervasio (78.61)
Maquette : Flavienne Allar (78.92)
Infographie : Jean-Pierre Pécau (77.92)
Réalisation : Sandrine Girard (78.92)
Révision :
Jean-François Gantois (78.53)
Photo :
Pascal Lebrun,
Josette Serreau (78.53)

ABONNEMENTS ET SERVICE LECTEURS
Marie-Lou Le Bras (78.56),
Sabine Sebah (78.79)

PUBLICITE
Pyramid Conseil - (16.1) 42.21.40.90

FABRICATION
Photogravure, montage :
Dawant - Paris
Impression :
Productions graphiques européennes - Saint-Mandé
Routage :
Inter-routage - Aubervilliers

N° Commission paritaire : 10.889

"Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2000

CREDITS PHOTOS
H. Gloaguen / Rapho (coux) ; Siragusa / Contrasto-Rea (p. 8) ; A.F.P. (p. 10) ; Ed. Grasset / D.R. (p. 11) ; D.R. (p. 11) ; autres P.L.

Ce numéro a été tiré à 140.000 ex.

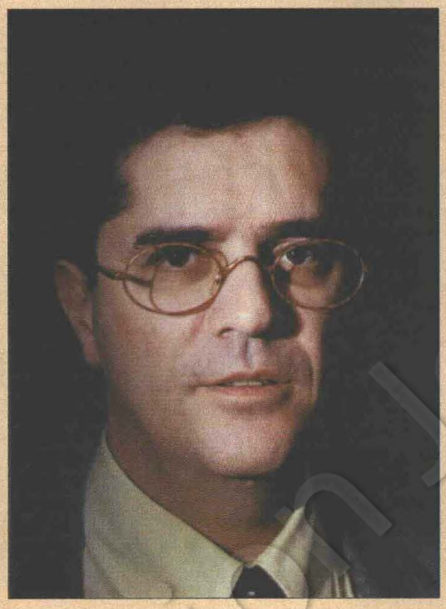
JACQUES RIGAUDIAT

"Nous travaillons à mi-temps" par rapport au début du siècle. Jacques Rigaudiat en déduit, dans son dernier livre (1), que la réduction du temps de travail est la variable principale sur laquelle il faut jouer pour créer des emplois.

On oppose souvent les partisans du retour à la croissance à ceux de la réduction du temps de travail. Où vous situez-vous ?
Historiquement, la réduction du temps de travail est le principal facteur explicatif de la croissance de l'emploi. En France, notre économie offrait environ 60 milliards d'heures de travail à la fin du siècle dernier contre environ 34 milliards aujourd'hui. Comment, dans ces conditions, avoir plus d'emploi même en travaillant beaucoup moins ? Ainsi, dans l'ensemble des pays développés à l'exception du Japon, le temps de travail a-t-il été divisé par deux en l'espace d'un siècle. Le fait que la réduction du temps de travail a été bloquée ces dix dernières années est l'une des explications de l'évolution désastreuse du marché du travail. Il faut enfin souligner l'insuffisance des réponses de type économique de retour à la croissance. Prenons les propositions de l'économiste Edmond Malinvaud : 250 milliards d'écus pour l'initiative de croissance européenne, des taux d'intérêt à court terme nuls, l'exonération totale des charges sociales des salaires les plus bas. Avec de telles mesures, il espère une croissance de 3%, des gains de productivité de 2%, dont il attend une réduction de 0,5% du nombre de chômeurs chaque année. Pour diminuer par deux le niveau actuel du chômage, il faudrait, à ce rythme, un siècle !

Mais réduire le temps de travail ne procure pas des emplois dans n'importe quelles conditions...
L'expérience des trente-neuf heures payées quarante en 1982 a montré qu'il n'était pas possible d'utiliser la durée légale comme instrument essentiel. Compte tenu de la faiblesse et de la division des syndicats, de leur absence générale d'intérêt, CFDT exceptée, la voie contractuelle dans notre pays ne suffit pas. Il faut donc trouver autre chose : l'incitation financière et législative. Face aux difficultés, la réponse traditionnelle des entreprises, ce sont les licenciements secs ou les préretraites. Les mesures actuelles coûtent 65 F de l'heure, presque deux fois le SMIC (à 34,83 F actuellement).

Comment les entreprises pourraient-elles bouger ?
Il faudrait chercher d'autres stimulants matériels, manier et la carotte et le bâton. La carotte, c'est une allocation permettant de soutenir le pouvoir d'achat dans le cas de réduction d'horaire. Le bâton, la chasse aux heures supplémentaires, par le biais d'une modulation des cotisations sociales en fonction de la durée du travail, les taux de cotisation étant majorés pour les horaires longs et minorés pour les horaires courts. Enfin, ce peut être le refus des formes de flexibilité externe : contrats à durée déterminée, intérim et temps partiel qui est le mode de flexibilité le plus désastreux socialement. Il est important de reconsidérer le temps partiel. Pour beaucoup de gens, le temps partiel, ce ne sont pas simplement des horaires réduits, mais un contrat de travail individuel, une absence de négociation et l'obligation de faire des heures complémentaires, heures supplémentaires payées comme des heures normales. Ce n'est pas du temps réduit choisi mais imposé. Tant qu'on ne serrera pas les boulons du côté du temps partiel, il n'y aura pas de pression suffisante sur les employeurs pour permettre une négociation sur des réductions significatives et programmées du temps de travail.



Le fait que la réduction du temps de travail a été bloquée ces dix dernières années est l'une des explications de l'évolution désastreuse du marché du travail.

Votre sentiment sur le débat sur les trente-deux heures ?
Ce débat a été une bonne chose, et il faut s'en féliciter. Mais l'instrument proposé par Larrouturou -une exonération de cotisation sociale- me paraît injuste parce qu'il ne permet pas de préserver le pouvoir d'achat des plus basses rémunérations : un passage de trente-neuf à trente-deux heures, c'est -18% d'horaire, donc -18% sur les salaires. L'exonération permet de limiter cette perte de rémunération à 8% pour chacun, qu'il soit smicard ou cadre. Le mécanisme que je propose, une allocation compensatrice, permet de maintenir le pouvoir d'achat des plus faibles salaires. Quant à l'amendement de la majorité, il est inefficace et guère porteur pour l'avenir. A part quelques entreprises qui voudront se distinguer dans le paysage politico-médiatique, personne ne va se lancer dans cette aventure pour une raison simple : à côté de cette mesure qui exonère à 40% des cotisations patronales la première année et à 30% la deuxième année, continue à exister une exonération à 30% de cotisations patronales pour le temps partiel. Pourquoi s'embêter à négocier sur un horaire réduit de 18% avec obligation d'embauche, alors qu'on évite toute négociation en faisant du temps partiel aidé, presque avec les mêmes avantages ?

Que répondez-vous à ceux qui, tels Minc, Giscard d'Estaing ou Barre disent que ce débat est purement français, que la réduction du temps de travail n'apparaît pas crédible en dehors de nos frontières ?
Ce n'est pas vrai. Même au Japon, on en est à plus de 1.900 heures annuelles, mais il y a eu réduction de près de cent heures les dix dernières années. Aux Etats-Unis, dans le secteur industriel, les salariés à temps plein font de quarante à quarante-deux heures mais, globalement, la durée du travail se réduit du fait de la dualisation de l'économie par le développement du temps partiel dans le tertiaire. L'Allemagne a des durées du travail inférieures aux nôtres, tant du fait des congés annuels que de la durée hebdomadaire. Au lendemain de l'annonce par Kohl d'une mise en question des conditions de travail, Volkswagen a proposé des réductions d'horaire. La différence entre nous et les autres, c'est que nous sommes d'incorrigibles bavards : nous en parlons, mais nous ne le faisons pas.

Propos recueillis par Bernard Chaouat

(1) "Réduire le temps de travail", Syros, 120 F.



C'EST MAINTENANT QUE NOUS ACHETONS LA NOURRITURE ... C'EST AUJOURD'HUI QUE NOUS AVONS BESOIN D'ARGENT !

Cet hiver, plus de 17 000 bénévoles vont encore se mobiliser pour assurer dans 1 100 villes de France, chaque jour, plus de 300 000 repas à tous ceux qui, sans cela, ne mangeraient pas à leur faim.

Nous remercions vivement
VENDREDI
de s'associer généreusement
à notre action en nous offrant cet espace.

Par chèque à l'ordre de :
Les Restaurants du Cœur
221, rue La Fayette - BP 104 - 75463 PARIS CEDEX 10,

— pendant 15 jours (65 F)
— pendant un mois (130 F)
— pendant deux mois (260 F)
— pendant tout l'hiver (390 F)

Un reçu fiscal vous fera bénéficier des déductions d'impôt récompensant votre effort de solidarité.

CE FILM EST OFFERT PAR COMPO GALLIEN! – 40 32 44 44

Collection Cinémathèque de Toulouse